



Fédération S.E.P.A.N.S.O. LANDES

Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (Landes)
1581 route de Cazordite, 40300 CAGNOTTE

De la Nature et des Hommes

www.sepanso40.fr



Cagnotte le 03 décembre 2021

Madame Valérie BÉDÈRE
Commissaire enquêteur
Mairie – 908 avenue Emile Despax
40990 Mées

Transmission électronique : pref-amenagement@landes.gouv.fr

Objet : Enquête publique préalable à un projet de création de zone d'activités économiques l'Aerial sur la commune de Mées.

Chère Madame,

Vous avez eu l'occasion de me rencontrer dans des réunions de concertation (SPPPI, Commission de suivi de sites ...) et vous savez que j'essaie d'être aussi objectif que possible. A la SEPANSO, en nous référant à la Convention d'Aarhus, nous reprochons souvent à des porteurs de projets de ne pas avoir échangé avec les parties intéressées avant que le dossier ne soit transmis aux services administratifs, et a fortiori avant que celui-ci ne fasse l'objet d'une consultation du public ou d'une enquête publique. Dans le cas présent, le porteur du présent projet a pris soin de présenter son projet afin que nous en fassions une analyse critique.

Il faut dire que l'expérience de l'enquête publique préalable à l'autorisation unique loi sur l'eau instruite au titre de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 et au permis d'aménager concernant la création d'une zone d'activités économiques ZAE l'Aerial sur la commune de Mées qui avait été confiée à Monsieur Daniel Decourbe par le président du Tribunal administratif a incité à la réflexion les personnes qui soutenaient le projet tel qu'il était présenté à cette époque. La SEPANSO avait adressé à ce commissaire enquêteur le 23 août 2018 une longue série d'observations (11 pages dactylographiées ci-après) qui avaient conduit à un avis défavorable si ma mémoire est bonne.

Le projet a été revu et considérablement amendé en tenant compte des demandes des associations (CF Conclusion du Préambule), mais aussi de celles des services administratifs, de la CLE Adour Amont ... Lors de la dernière réunion avec le porteur du projet, j'avais bien insisté sur la nécessité pour celui-ci de rencontrer les personnes qui vivent à proximité du site du projet. Sauf erreur de ma part cette demande n'a pas été satisfaite

Indiscutablement, on a affaire à une artificialisation du territoire. En 2018, nous écrivions « ... l'intérêt financier par GSID ne constitue pas une motivation suffisante pour la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers. La protection de la biodiversité et des zones humides est théoriquement défendue par la France... ». Depuis cette époque la France a imposé la stratégie « Éviter-Réduire-Compenser » qui permet aux porteurs de projets, sous certaines conditions, de modifier l'environnement. C'est donc un projet revu et corrigé qui est soumis à la présente enquête publique.

La SEPANSO a formulé divers conseils ; beaucoup ont été suivis. Mais les lecteurs du dossier auront pu constater que certains services administratifs observent que des améliorations sont encore possibles à ce stade :

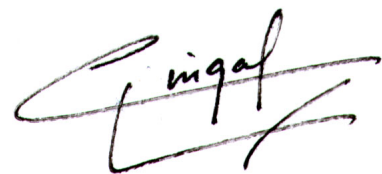
- Exemple 1 : questionnement sur la pertinence du dimensionnement
- Exemple 2 : maintien de la zone humide le long de la voirie départementale
- Exemple 3 : l'existence de friches artisanales et commerciales dans la commune, en particulier à proximité de la route de St Paul les Dax à St Vincent de Tyrosse (fermeture de l'entreprise de matériaux Point P à proximité du lac de Christus...)
- Exemple 4 : gestion des eaux pluviales. Il semble évident qu'il est indispensable de revoir les calculs compte tenu des problèmes d'inondations qui sont survenus lors des dernières tempêtes (Bella...) dans la commune. Lors de mes échanges avec le porteur du projet, j'avais bien attiré son attention sur le dérèglement climatique et sur les risques induits par des trombes d'eau...
- Exemple 5 : la conservation des vieux arbres est d'autant plus indispensable à la biodiversité que l'on assiste à la prolifération du moustique tigre (*Aedes albopictus*) et qu'il convient de ne pas détruire les gîtes des chauves-souris.

En ce qui concerne l'avis de la CLE Adour Amont et de l'administration, en ce qui concerne le mécanisme de compensation, la restauration d'une tourbière m'a paru très ambitieuse et je l'ai dit au porteur du projet et au géomètre. Sauf erreur de ma part, c'est la première fois que la question se pose de savoir comment le porteur du projet devra agir si la compensation qu'il a proposée n'a pas pu être réalisée : quel serait son plan B ? Une compensation sous forme d'un versement financier à l'entité ad hoc serait très mal vue par les habitants et par les associations de protection de la nature. Dans la mesure où ce sont les élus qui ont souhaité une évolution du PLUi pour rendre éligibles des projets comme celui de la présente enquête, il conviendrait d'avoir leur position sachant qu'ils doivent préserver la biodiversité sur leur territoire.

Nous espérons donc qu'à nouveau le porteur du projet écoutera les divers conseils qui lui ont été prodigués. Prenons l'exemple du moustique tigre, très présent, dans le secteur comme le souligne à juste titre l'ARS. Sur les conseils d'un adhérent de la SEPANSO, la commune de Saint-Paul les Dax a mis en place une série de pièges ; en ce qui concerne la SEPANSO, qui suit cette problématique depuis l'identification de la présence de cette espèce en France et échange avec l'ARS, notre adhérent pourrait apporter tous les conseils techniques utiles au porteur du projet si celui-ci était validé.

Conclusion : à l'heure actuelle où chacun peut constater que les habitudes de consommation tendent à changer, nous craignons que beaucoup d'incertitudes pèsent sur ce dossier et que le porteur du projet prenne un risque financier important.

Veillez agréer, Chère Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Georges CINGAL
Président Fédération SEPANSO Landes
Secrétaire Général Fédération SEPANSO Aquitaine
1581 route de Cazordite - 40300 Cagnotte
+33 5 58 73 14 53
Georges.cingal@orange.fr
<http://www.sepanso40.fr>



Fédération S.E.P.A.N.S.O. LANDES

Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (Landes)
1581 route de Cazordite, 40300 CAGNOTTE



De la Nature et des Hommes

www.sepanso40.fr



Cagnotte, le 23 août 2018

Monsieur Daniel Decourbe
Commissaire enquêteur
Mairie
908 avenue Emile
Despax
40990 MÉES

Transmission électronique : pref-amenagement@landes.gouv.fr

Objet : Enquête publique préalable à l'autorisation unique loi sur l'eau instruite au titre de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 et au permis d'aménager concernant la création d'une zone d'activités économique ZAE l'Airial sur la commune de Mées

Monsieur le Commissaire enquêteur,

J'ai l'honneur de vous adresser les observations de la Fédération SEPANSO Landes. Je vous prie de bien vouloir excuser cette transmission in extremis, mais outre les problèmes inhérents à la période de la présente enquête, nous avons rencontré des problèmes d'échanges par l'Internet entre les personnes qui s'intéressent à ce dossier.

1 - Observations concernant l'état actuel de l'environnement :

Le terrain étant en zone humide, il est concerné par la décision du conseil d'état du 22 février 2017 requête 386325 et l'article L211-1 du code de l'environnement (végétation composée en majorité de plantes hygrophiles et le terrain comprend de l'eau) qui doit être protégée. *« Par leur richesse en habitats et en espèces, leur rôle d'infrastructure naturelle, leur place comme support d'activités et cadre de vie de qualité, les milieux humides sont des espaces à forts enjeux écologique, économique et social. La France s'est engagée à préserver les zones humides sur son territoire, notamment à travers la signature de la convention internationale de Ramsar ».*

Rappel : La Convention de Ramsar sur les milieux humides est un traité intergouvernemental adopté le 2 février 1971 à Ramsar en Iran. Entrée en vigueur en 1975, elle regroupe aujourd'hui 169 pays. Elle engage les Etats membres à la conservation et à l'utilisation durable de leurs milieux humides, et prévoit la création d'un réseau mondial de zones humides d'importance internationale : les sites Ramsar.)

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/protection-des-milieux-humides>

Les travaux seront une source de pression sur les espèces par le piétinement, le dérangement etc...

Le terrain a une réelle valeur pour la biodiversité comme signalée par le bureau d'étude. La SEPANSO observe que de nombreuses espèces protégées au niveau national et départemental ont été répertoriées sur ce site. Au niveau de la flore et de la faune ce dossier ne respecte pas le document de cadrage de décembre 2015 pour la protection du patrimoine naturel remarquable du département des Landes.

Le Conservatoire d'espaces naturels d'Aquitaine dans son avis souligne la présence de populations de fadets des laïches et de leucorrhines à front blanc (espèces protégées). **Ce dossier méconnaît les objectifs de préservation des espèces (faune, flore). Les niveaux de sensibilité proposée par le bureau d'études semblent minimisés par rapport à la réalité.** La SEPANSO rappelle que les milieux humides sont des amortisseurs du changement climatique. Le Ministère a identifié quatre services rendus par les milieux humides en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses conséquences :

- protection contre les aléas naturels
- diminution de l'intensité des crues et des inondations
- réserves d'eau en période sèche
- stockage de carbone

Préservons-les. !

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/protection-des-milieux-humides>

La SEPANSO rappelle :

- **Il faut prendre en compte tous les éléments d'une équation pour résoudre celle-ci.**
- **Monsieur le président du conseil régional lors du colloque aquitain en juillet 2009 avait comme préoccupation le mitage de la forêt.**
- **L'objectif du Comité Economique, Social et Environnemental est la réduction d'au moins 50% des surfaces artificialisées d'ici 2025 ce dossier comme l'ensemble des 4 ZAE est l'inverse**

2 - Observations concernant la stratégie « Eviter, Réduire, Compenser »

Depuis les coupes d'arbres sur ce terrain, diverses espèces faunistiques et floristiques protégées se sont appropriées le secteur.

De ce fait et conformément aux différents arrêts du Conseil d'état ce projet doit recevoir un avis défavorable.

Ce projet est en contradiction avec les décisions n° 413267 du 25 mai 2018 et n° 405785 du 30 mai 2018 du Conseil d'Etat : « une raison d'intérêt public majeur ne peut pas justifier à elle seule d'une dérogation de destruction ».

Concernant le bilan carbone il y aura une perte nette en carbone des milieux concernés et une émission importante de CO2.

Concernant l'avis de l'autorité environnementale

Il est noté la présence de landes humides méridionales correspondant à un habitat d'intérêt communautaire prioritaire, dont l'enjeu est qualifié de fort, de landes humides à molinie

bleue, de landes à ajoncs, de landes à fougères, de prairies mésophiles.
La présence de chiroptères s'est trouvée confirmée lors de visites sur le site

A la lecture de l'ensemble des documents de cette enquête nous sommes étonnés de la légèreté de cette étude par l'absence d'explication, de motivations autres que financière, du non-respect de la réglementation en vigueur, de l'absence de suite aux questionnements des services consultés

Page 17 : le secteur ouest est bordé par une propriété privée dont les propriétaires nous a alerté avec les arguments suivants »ce projet viendra détruire une énième zone humide et des terres agricoles, ainsi qu'une faune et une flore, qui disparaîtra du secteur. «

Pour mémoire, en mars 2016 nous avons fait savoir à monsieur le commissaire enquêteur que la construction de Mme LALAGUE se situait à proximité de ce projet objet de l'enquête publique de ce jour et nous regrettons la consommation excessive des espaces naturels, agricoles et forestiers. En juillet 2017 nous avons informé monsieur le commissaire enquêteur du manque de communication et de concertation sur la ZAE à proximité ainsi que de la non validité de l'étude d'impact.

En fin de compte nous pouvons faire les mêmes observations.

Le bassin versant de l'aire d'étude est supérieur à 18.1 hectares, cette surface doit être prise en compte dans sa globalité.

Page 22 : encore une fois il y a un manque de communication et de concertation préalable et de débat public. Une consultation restreinte n'est pas suffisante au vu de la réglementation en vigueur concernant les enquêtes publiques. En contradiction avec l'article R123-8 du code de l'environnement. Le PLU et ce lotissement sont deux dossiers distincts et de ce fait cette enquête n'est pas réglementaire et doit être annulé, ce que la SEPANSO 40 portera en contentieux si nécessaire.

Page 64 ; le projet conservera les cours d'eau existants et ne prévoit aucun rejet ou aucun prélèvement sur les eaux superficielles, mais à la lecture de l'étude nous avons noté l'inverse. La SEPANSO 40 demande une explication avec plus de précisions sur ces points.

Page 68 : le projet est concerné à 80% par des parcelles agricoles, les 20% restant sont occupés par des parcelles forestières.

Contrairement à ce qui est mentionné à l'article 3-4-3 les impacts de ce projet seront réels et ce secteur n'est pas atrophie.

Autour et sur le site nous avons noté lors de notre visite la présence du grand capricorne, de la fauvette pitchou et de l'agrion de mercure.

Le grand capricorne est le plus souvent un hôte des chênes... L'espèce est menacée ... (Protection nationale : Muséum National d'Histoire Naturelle)

La Fauvette pitchou est un petit sylviidé qui s'entend plus qu'il ne se voit. En toutes saisons, son cri, émis fréquemment, est son meilleur indice de présence... Dans les Landes et en Poitou-Charentes, elle trouve son optimum dans les plantations de pins âgées de six à douze ans et dans les stades préforestiers à genêt, ajonc et brandes... (Protection nationale : Muséum National d'Histoire Naturelle)

L'Agrion de mercure se développe dans les milieux lotiques permanents de faible importance, aux eaux claires et bien oxygénées, oligotrophes à eutrophes. Ce sont en général des ruisseaux, rigoles, drains, fossés alimentés ou petites rivières (naturels ou anthropisés), mais aussi sources, suintements, fontaines, résurgences, ... (Protection nationale : Muséum National d'Histoire Naturelle)

Page 69 : Présence importante de faune et flore protégée sur le site. En outre du pic noir et de la fauvette pitchou au niveau du fossé central qui entraînera un problème de coexistence avec les constructions et les véhicules. Présence de l'écureuil roux au niveau de l'habitation à l'ouest du lotissement.

Page 71 : Nous pensons que les continuités écologiques ne seront pas maintenues ; ce n'est pas en conservant 3 espèces sur une vingtaine existantes que la biodiversité sera maintenue. De même il n'y aura pas de continuité hydraulique de la zone.

Page 72 : L'imperméabilisation maximale des îlots n'est certainement pas une solution ; il semble indispensable de reprendre les calculs.

Contrairement à ce qui est mentionné il y a des ruisseaux existants sur la zone du lotissement dont il faudra tenir compte.

Même si les parcelles sylvicoles sont en coupe rase, elles sont considérées comme sylvicole au niveau du cadastre

Aucune explication sur les stratégies végétales

Les zones humides devront être conservées en totalité même si cela limite les bénéfices de ce projet

La régénération d'une tourbière n'entre pas dans les compensations. Cette tourbière est classée et doit donc faire l'objet d'une protection et d'une conservation.

Hydrogéologie : quelques pages en amont il n'y a pas de modification du régime des eaux de surface et maintenant l'étude nous annonce l'inverse.

Il n'est pas prouvé dans ce dossier que les noues permettent un abattement de pollution par décantation. La SEPANSO demande une explication plus technique sur ce point.

La SEPANSO en cas d'avis favorable sur ce lotissement vérifiera sur place le respect des mesures annoncées.

Page 75 : Lors de nos visites nous n'avons pas noté de perturbation due au secteur urbanisé qui est très faible actuellement. Par contre la création de ce lotissement et des autres en cours de réalisation perturbent le voisinage même le long de la route menant au bourg de Mées.

Page 88 : Il aurait été judicieux et franc de mentionner le lotissement Remazeilles à droite de ce projet ainsi que les deux zones d'aménagement de l'autre côté de la RD 824 afin de voir la réalité des impacts sur la faune, la flore et le système hydraulique du secteur. Est-ce qu'il n'y a pas d'impacts cumulés ?

Page 96 : La nappe aquifère proche de la surface des sols est vulnérable aux pollutions de surface. La nappe est proche du terrain naturel comme les sondages le montrent de ce fait les travaux de terrassements et de fondation des constructions et VRD auront une incidence réelle qui n'est pas prise en compte dans cette étude.

Page 101 : Au sud suite aux sondages présence de deux zones humides qui entraîne une surface plus importante que celle mentionnée. Au nord de par notre analyse lors de nos visites il y a une forte possibilité de présence d'une zone humide (présence d'une nappe superficielle à une faible profondeur)

Pour conclure il y aurait en réalité plus de 10 hectares concernés par la zone humide.

Page 110 : Avis du SDAGE le projet par lui-même (voirie modification hydraulique, constructions...) constitue un obstacle à la continuité écologique des cours d'eaux.

Page 111 : Avis du SAGE Adour du 6 septembre 2017 avec près de 65% de surface imperméabilisée quand les bâtiments industriels seront implantés comme autorisé par le PLU et le règlement du lotissement. Comment la CLE peut-elle parler de réduction des surfaces imperméabilisées.

Mais nous sommes d'accord sur ce dossier incomplet par le manque de preuves et d'explications concernant les zones humides et sur l'évitement de la zone humide pédologique, ainsi que sur la similitude des fonctionnalités entre les zones humides détruites et le site de compensation, comme sur les garanties de maintien des fonctionnalités hydrologiques du site de compensation qui semblent inacceptables.

Pour la SEPANSO ce dossier est incomplet et nécessite un avis défavorable en l'état actuel.

Les séquences ERC sont incomplètes et à reprendre

La CLE de plus ne semble pas certaine que les objectifs de compensation puissent être atteints

Page 115 : De nombreux fossés vont être supprimés modifiant de ce fait l'hydrologie du secteur.

Page 117 : A l'Est il y a un lotissement artisanal en cours de réalisation comprenant 15 lots pour 10 000 m² de plancher (lotissement Remazeilles et Fils) qui n'est pas pris en compte dans l'analyse du bureau d'études.

Page 120 : Les barrières visuelles futures servent seulement à créer une situation

Page 132 : Le bureau d'étude n'a pas noté la présence du grand capricorne et de l'agrion de mercure ainsi que de chiroptères qui sont des espèces protégées.

Page 139 : Nous n'avons pas noté dans cette étude de mesures sérieuses de protection entre les bâtiments industriels et les habitations existantes.

Page 140 : L'enjeu écologique est très fort sur ce milieu et l'habitat observé est important et nécessitera une protection conformément aux documents de décembre 2015 du département des Landes sur le patrimoine naturel remarquable du département des Landes.

Au nord il y a une zone humide qui n'a pas été prise en compte dans ce dossier ainsi que la zone du ruisseau au centre des terrains concernés

Pour la SEPANSO les trois quarts de la surface du projet sont en zone humide à protéger. Il faut choisir la période d'investigation pour voir ces informations.

Page 146 : La présence de molinie bleue nécessite une protection qui n'est pas prise en compte dans ce dossier.

Page 156 à 163 : concernant la faune protégée ;

6 espèces d'amphibien, 2 espèces de reptiles, 22 espèces de lépidoptères, 11 espèces d'orthoptères et 13 espèces d'odonates dont une quasi menacée **sur la liste rouge de 2014 contactés sur l'ensemble du projet**

La SEPANSO ne comprend pas comment une telle étude peut être réalisée ; pour notre part nous émettons à la suite de ces informations un AVIS TRES DEFAVORABLE.

Page 163 : Surtout ne pas faire croire comme pour le nuage de Tchernobyl que ces espèces protégées ne se déplacent pas. Leur survie est en jeu. Dire qu'une attention particulière sera apportée à la prise

en compte de l'agrion de mercure ne suffit pas la réglementation demande de présenter et développer les mesures de protection. Il n'y a aucune explication sur les mesures qui seront prises.

Page 165 : Nous avons noté la présence en outre du grand capricorne qui est sur la liste rouge mondiale et quasi menacé et l'étude ne donne aucune mesure de protection.

Page 198 : Nous avons noté la présence dans l'emprise du projet de la fauvette pitchou et du pic noir. Ces espèces sont protégées et contrairement à l'étude nous pensons que ces espèces ne tiennent pas compte des périmètres du lotissement et de ce fait seront en danger.

Page 173 : Les chiroptères recensés sur place sont sur la liste rouge européenne des espèces quasi-menacées et nécessitent donc une vraie protection. Leur rôle est fondamental et vu l'extension des zones où sont observés les moustiques tigres, il semble évident qu'il faut impérativement faire en sorte que les populations de chauves-souris puissent prospérer un peu partout.

Page 182 : Pour la SEPANSO les continuités écologiques ne peuvent être maintenues. Nous observons ici ou là pour des projets similaires que les arbres et les fossés sont mal entretenus. Quelle garantie peut apporter le porteur du projet ?

Page 183 : comment peut-on parler d'équilibre biologique au droit du projet en tenant compte des 3 autres ZAE contiguës. Actuellement l'équilibre n'est pas perturbé par la RD 824 au sud. La barrière physique existe par des zones de forêt qui vont être supprimées par le projet L'effet sera l'inverse de ce qui est mentionné

Page 184 : La forêt constitue, outre un réservoir de biodiversité, un puits de carbone. Aucune étude n'a été présentée suite à la suppression de ces zones complantées et la création d'entreprises, de circulation importante va modifier le bilan carbone du secteur. Il y aura selon nous une perte nette en carbone des milieux concernés et une émission très importante de CO2.

Page 185 : le projet couvrant une surface supérieure à 3 hectares nous demandons l'intervention des services de la DRAC, mais sur l'ensemble des 4 ZAE. Il y a bien deux zones humides ainsi que celle que nous avons mentionnée, l'ensemble de ces 3 zones doivent être prises en compte au-delà du côté rentable ou pas de l'opération, le bureau d'étude aurait dû s'y intéresser.

Page 197 : A ce jour comme l'explique l'étude il n'y a pas de possibilité de raccordement sur le réseau communal. Avant de créer ce lotissement sur les deux ZAE en cours il y a des problèmes importants à résoudre (voir courrier de 5 propriétaires et réponse du SYDEC)

Page 198 : L'ambiance sonore de la zone doit être étudiée avec des entreprises en activité et si comme annoncé il y aura une centrale à béton en tenant compte de l'augmentation de la circulation et avec non un mais deux lotissements. Suite à nos visites sur place, nous considérons la zone calme, la végétation actuelle amortit le bruit de la RD.

Page 200 : Il y a un PPA sur l'agglomération dacquoise qui met en évidence des dépassements de mesures (alors avec les 4 ZAE)

Page 203 : Aucune explication n'a été fournie sur le risque feux de forêt

Pages 208 et 220 : **Au vu des principes d'aménagement présentés sur les figures 53 la surface artificielle sera de 70%.**

Page 217 : Le trop plein est sur une propriété privée ; dans ce dossier il n'y a aucune autorisation de la propriétaire. Il y a une grosse incertitude juridique en cas de violation du Code rural.

Page 226 : Contrairement à ce qui est écrit plus en amont des terrassements importants auront lieu, entraînant une modification du relief. Ce projet va modifier complètement la composition pédologique du sol ; l'élimination soi-disant méticuleuse des résidus de chantier ne se fera-t-elle pas comme sur les opérations voisines de ce projet ?

Les fossés (habitats abritant des espèces remarquables) seront conservés. Mais la figure 57 annonce un déplacement et non une conservation. La SEPANSO est inquiète.

Page 232 : Comment les bassins d'infiltration peuvent-ils participer à un abattement de pollution par un effet d'autoépuration ? La SEPANSO demande une explication

Pour nous ce projet aura un impact négatif sur la qualité des eaux souterraines sur tout le bassin versant.

Page 233 : Non-respect de l'article 7 de l'arrêté du 27 août 1999

Page 237 : les zones humides doivent être conservées en totalité

Le but de l'opération est de limiter la surface des zones humides

Cette décision est sans fondement valable autre qu'économiquement et financièrement

Cette orientation prise par le promoteur est en contradiction avec les décisions du conseil d'état du 11 juin 2018 sur les conditions de dérogation sur la destruction des espèces protégées

« Décisions n° 413267 du 25 mai 2018 une raison d'intérêt public majeur ne peut justifier à elle seule la dérogation à l'interdiction de destruction »

« Décisions n° 405785 du 30 mai 2018 la délivrance d'une autorisation « loi sur l'eau » ne peut être subordonnée à la délivrance d'une autorisation de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées »

La délivrance de dérogations aux interdictions mentionnées aux 1^{ers}, 2^{èmes} et 3^{èmes} de l'article L411-1 du code de l'environnement à condition qu'il n'existe pas d'autres solutions satisfaisantes (le critère de rentabilité n'est pas valable)

Ce qui n'est pas le cas dans ce dossier

La sanctuarisation de la zone humide doit être prise dans son entier ainsi que les deux autres précitées réduisant le projet à 7 hectares

Comme il est mentionné page 237 cette solution n'est pas pour le promoteur économiquement viable, mais la protection des zones humides, de la faune et flore menacée et protégée est définie par des textes et des jurisprudences qui ne font pas cas du côté mercantile du projet.

Figure 58 est fautive le foncier en jaune n'est pas maîtrisé par GSID (la propriété de Mme Lalagüe n'en fait pas partie et dans cette enquête aucun accord des autres propriétaires n'est présenté.

Page 238 : Non-respect de la loi biodiversité dans l'article 3.6.2.1 par la destruction de la zone humide, la suppression des espèces végétales et des habitats présents

Page 239 : le site est en réalité concerné par 67 000 m² de zone humide.

LE SECTEUR FORESTIER NE VA PAS LIMITER LES NUISANCES DU CHANTIER.

Page 244 : Il n'est pas mentionné qui doit faire les visites régulières pour s'assurer du bon fonctionnement des bassins et aucun contrat à cet effet n'a été présenté

Page 245 : Il n'est pas fait mention des essences et âges des plantations qui seront en protection visuelle du lieu-dit « Batede »

Au vu de la figure 59 il n'y aura aucune tranquillité pour les résidents voisins concernant le bruit, les odeurs des entreprises et des gaz d'échappements des gênes due à la circulation et des dangers complémentaires.

Page 248 : Il est certain que l'implantation de ce lotissement va aggraver le fonctionnement des milieux semi-naturels en remettant en cause l'intégrité écologique des milieux.

Page 249 : A la lecture des observations des services de l'état sur ce dossier il y aura de nombreux problèmes à court et long terme par la suppression des espèces protégées.

Page 252 : Nous avons noté la présence de la fauvette pitchou sur la zone boisée centrale du projet.

Page 254 : notre conclusion est que ce dossier ne tient pas compte des observations des différents services consultés, de la réglementation en vigueur et de la jurisprudence. Nous émettons de ce fait un avis défavorable en espérant qu'il sera suivi par monsieur le commissaire enquêteur.

Page 259 : L'ONF n'a pas pour autant donné un avis favorable.

Page 268 : L'approche bilan carbone est simpliste ; aucun calcul ou bilan n'est joint à ce dossier pour justifier l'intérêt de destruction de la forêt de la faune et de la flore sur le secteur pris en compte et au-delà.

Page 269 : L'impact du projet sur la qualité de l'air ne sera certainement pas négligeable de par l'augmentation dans ce secteur du nombre de véhicules (VL/PL) du chauffage des bâtiments ...

Page 272 : Il y aura automatiquement une augmentation du niveau sonore pour les riverains par un accroissement très important des flux de circulation lors de nos visites nous avons croisés deux véhicules légers.

Page 274 : La réglementation en vigueur demande une diminution des émissions lumineuses, ce qui ne sera pas le cas avec les 4 ZAE (actuellement il y a déjà un impact lumineux importants avec les enseignes existantes au droit de l'échangeur). L'impact du trafic en phase travaux et à long terme sera très important et nécessitera comme il est mentionné au chapitre 13.2 un aménagement particulier de ces axes routiers

Le soutien à l'économie locale est une fausse idée car le déplacement des entreprises entrainera un déplacement du personnel (de mémoire sur la commune de Mées, cela déjà été le cas avec l'établissement Saint-Palais qui est partie s'installer à Castets avec son personnel)

Page 276 : Le projet d'assainissement des eaux usées et potable doit être raccordé au réseau de la commune l'autre côté de la RD. Mais tout d'abord il faudrait résoudre le problème sur le quartier face à Remazeilles (courrier du 17 juin 2018, réponse du SYDEC du 7 juillet 2018)

Page 285 : L'effet cumulé avec de grands projets comme celui de champs photovoltaïques sur la commune d'Angoumé n'a pas été pris en compte.

Page 308 : Il n'est pas mentionné le type de matériel de sondage utilisé ; il devait s'agir d'une tarière manuelle qui n'a pas permis d'aller au-delà de 1.00 m

Page 352 : Le projet est de nature à entrainer des problèmes similaires à ceux mentionnés page 276

Page 378 : Suite au courrier de la DDTM du 9 février 2017 aucun élément n'a apporté des compléments sérieux et aucun élément ne montre la justification de l'impossibilité de la destruction des zones humides outre la rentabilité de l'opération pour GSID

Page 381 : Le dossier ne comporte pas de demande de dérogation au titre des espèces protégées et doit donc faire l'objet d'un refus en l'état.

Page 382 : la demande de défrichement est incomplète

Page 383 : De nombreuses pièces administratives sont manquantes ; cela a été signalé par différents services de l'état. Le dossier est incomplet et semble donc irrecevable.

LA SEULE EVOCATION DANS CE DOSSIER EST L'INTERET FINANCIER PAR GSID ET NE CONSTITUE PAS UNE MOTIVATION SUFFISANTE POUR LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS. LA PROTECTION DE LA BIODIVERSITE ET DES ZONES HUMIDES EST THÉORIQUEMENT DÉFENDUE PAR LA FRANCE.

L'accès à la ZAE avec 25000 véhicules et la création de part et d'autre de l'échangeur de commerces et de bâtiments industriels ne sera pas négligeable contrairement à cette l'étude

Les mesures d'évitement et de réduction au niveau du projet ne sont pas sérieuses car tous les critères négatifs n'ont pas été pris en compte.

Les mesures d'évitement pour les enjeux environnementaux ne respectent pas la loi biodiversité.

L'évitement total des zones humides entraînant l'abandon du projet aurait dû être la conclusion de cette étude.

Aucun élément de ce dossier ne prouve que cette opération soit une priorité.

Les recommandations de l'institution Adour concernant l'étude d'une variante du projet pour approfondir davantage la mesure d'évitement et de la destruction de la zone humide devrait être développée

L'avis de l'autorité environnementale n'est pas pris en compte

Les valeurs de consommation de l'espace ont été faites de 1981 à 2004. Ces valeurs actuellement sont inexactes ; de part et d'autre de l'échangeur il y a des bâtiments commerciaux et industriels, ce qui change ces valeurs. Le pôle économique de Mées a une surface supérieure à 21 hectares

De mémoire l'étude PIVADIS avait entraîné beaucoup de désaccords sur les résultats présentés. Concernant la gestion des eaux usées, de mémoire actuellement aucune canalisation ne traverse la RD824

Le permis d'aménager de 2016 n'a pas fait l'objet d'une enquête publique ni d'évaluation environnementale, nous demandons une explication. Informer le public et ne pas respecter les exigences de la concertation préalable prévue à l'article L300.2 du code de l'urbanisme n'est pas régulier.

L'EURL du TUC BLANC a actuellement des problèmes de diamètre de canalisation d'eaux pluviales, de bassin de réception de ces eaux (plainte FILLANG et 5 autres personnes riveraines du projet) le raccordement de ce nouveau lotissement entrainera des problèmes supplémentaires. Le

permis d'aménager 040 179 du 23 mai 2016 n'est pas respecté pour l'alinéa concernant l'assainissement pluvial puisque lors de plus importante les riverains ont été inondés

Observation sur l'avis de la MRAE : il est faux de dire que la liaison directe avec la zone est sans dérangement pour la zone urbaine de type habitat. L'augmentation du trafic n'est pas liée au 2.3 km, mais à l'ensemble des commerces et industries qui vont être implantées (il suffit de voir la circulation depuis l'implantation du magasin de bricolage.

La conclusion de l'autorité environnementale est à notre avis négative.

L'analyse des effets cumulés et de variante d'implantation est insuffisante.

La demande proposée reste à poursuivre et à approfondir concernant des zones à forts enjeux : zone humides, chêneraie acidophile, habitat du grand capricorne...

Précisions sur la gestion des trafics et déplacements

L'étude d'impact « loi sur l'eau » nécessite des compléments d'informations

Manque une analyse sérieuse des effets résiduels

L'étude des alternatives de scénarios d'aménagement nécessite des éléments complémentaires

Absence de variante d'implantation et de solutions alternatives possibles.

Manque de développement sur les aménagements routier et leurs conséquences environnementales

Consommation d'espaces naturels sans tenir compte des effets sur les continuités écologiques

Non-respect du plan biodiversité qui a pour objectif de lutter contre l'artificialisation des sols, ainsi que pour la protection des espèces

Non-respect de la loi 2016-1087 du 8 aout 2016 qui inscrit le principe de non régression et contraire à l'article L110-1 du code de l'environnement

Non-respect de l'article R122-2 du code de l'urbanisme qui stipule que l'étude d'impact doit donner les raisons pour lesquelles le projet a été retenu et les variantes possibles et que l'évaluation environnementale doit être en relation avec l'importance des travaux

Concernant les eaux usées aucun calcul n'a été fait pour montrer le nombre d'équivalents habitants pour le raccordement sur la station d'épuration communale et vérifier la possibilité réelle de son raccordement

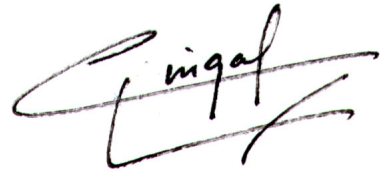
La présence d'odonates est signe d'un milieu humide ayant atteint un état d'équilibre écologique.

La mise en place de protection sera une rupture de continuité écologique et une fragmentation des habitats.

La SEPANSO demande une étude plus fine de la circulation réellement attendu en fonction de l'affectation des lots sur l'ensemble du site en tenant compte des projets existants non-respect de la loi biodiversité

Pour l'ensemble de ces observations nous émettons un avis très défavorable à ce dossier.

En vous remerciant pour l'attention accordée à nos observations, je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire enquêteur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Georges CINGAL

Président Fédération SEPANSO Landes

Secrétaire Général Fédération SEPANSO Aquitaine

1581 route de Cazordite - 40300 Cagnotte

+33 5 58 73 14 53

georges.cingal@wanadoo.fr

<http://www.sepanso40.fr>